

TANDEM

Boletín de información : Bulletin : Mensile
Sindical Europeo : Syndical Européen : Sindacale Europeo



Première année numéro 1

Tandem, pédaler ensemble pour l'Europe des droits et des travailleurs



Un journal écrit par quatre syndicats de services publics. Un groupe de syndicalistes espagnols, français, italiens et suisses pour le mettre au monde et le faire grandir. On commence avec des petits moyens et on utilise les nouvelles technologies de l'information pour le distribuer. Sans doute un idée romantique, ambitieuse, destinée à s'achever rapidement? On verra!

L'important aujourd'hui est que cette idée soit devenue réelle, que des syndicats et des travailleurs de quatre pays aient commencé à travailler ensemble, à dialoguer, à se connaître.

"Tandem" voit le jour à un moment particulier pour l'Europe: l'élargissement à 25, la Constitution qui sera soumise dans plusieurs pays à un référendum, mais aussi l'attaque faite aux services publics et la course aux privatisations, qui imposent une réflexion qu'on ne peut plus différer.

L'idée commune de créer ce journal, née de l'histoire et des expériences de chacun des syndicats, renvoie aux traditions de solidarité et de répartitions des ressources, avec des racines profondes dans les conquêtes sociales de nos pays. Une conception de services publics de

qualité pour les citoyens, l'expérience de nos champs de négociation qui, jour après jour, ont amené à garantir à tous, citoyens et travailleurs de nos pays, une vie digne et la participation, avec le plus de liberté possible, à la vie politique et sociale.

En tant que militants engagés, au fil des jours, dans cet effort, nous sommes bien conscients qu'aucun acquis n'est garanti pour toujours. Un idée semble s'imposer en Europe: les services publics ne peuvent être laissés au jeu du libre marché, en posant à la place de la participation l'autorégulation.

Tandem traduira en trois langues -espagnol, français, italien- actualité et réflexions et sera heureux de recueillir également toutes les contributions provenant d'autres pays européens.

On commence à pédaler. Bonne route au "Tandem".

Sommaire

XXVème Réunion du Groupe Méditerranéen pag. 2

Une bonne nouvelle pour tout le syndicalisme européen.
Carola Fischbach pag. 2

Un grand pas en avant
Enzo Bernardo pag. 2

Pour un État social plus fort et un service public de qualité
Crescenzo Rasile pag. 3

Extracommunautaires au centre de l'Europe
Graziano Pestoni pag. 3

Maintenir les liens nés
Ermete Gauro pag. 3

Un syndicalisme fort et capable d'assumer un rôle de leader
Pere Gantes pag. 4

Une bonne nouvelle
Manuel Higuera pag. 4

Un jumelage, un réseau de syndicats européens, un journal...
Pour en faire quoi?
Didier Lahais pag. 4

L'Europe que nous voulons
Philippe Malinge pag. 4

TANDEM Mensuel syndical européen Aut. N.371 du 6/9/2004 du tribunal de Massa (MS) Italie-

Directeur: Gianfranco Brevetto
Redaction: Gloria Rodriguez Bailo, Didier Lahais, Graziano Pestoni
e-mail : eurotandem virgilio.it

Rédaction Espagne: FSAP CCOO, Pza Napoles y Sicilia, 5 46003 Valencia E
Rédaction France: Cfdt INTERCO, Rue de la Barbotière, CS 31216 35012 Rennes F
Rédaction Suisse: SSP VPOD, 6500 BELLINZONA, Piazza Collegiata CH
Rédaction pour l'Italie et propriétaire du titre: FP CGIL, Via XX settembre 46/bis-Carrara (MS) I
Imprimerie pour la France: Cfdt INTERCO, Rue de la Barbotière, CS 31216 35012 Rennes

XXVème Réunion du Groupe Méditerranéen des syndicats des services publics adhérent à l'ISP et à la FSESP

Rome, le 4 juin 2004

Le Groupe Méditerranéen des syndicats des services publics adhérent à l'ISP et à la FSESP, réuni à Rome le 4 juin 2004:

- appuie la manifestation de protestation du 5 juin 2004, organisée par les syndicats belges contre la Directive Bolkestein; soutient avec force la résolution d'urgence adoptée par la FSESP sur cette même directive et demande à tout le monde de se mobiliser, également en vue des prochaines élections européennes, pour bloquer cette directive; suggère en outre que le Groupe Méditerranéen prenne une position unitaire au sujet de la directive à proposer aux syndicats, aux forces politiques et sociales, ainsi qu'aux ONG et aux forums sociaux. Cette position devrait insister sur une proposition de manifestation européenne contre cette directive, qui serait organisée et dirigée par la FSESP;

- décide de prévoir que lors du Congrès de Stockholm de la FSESP au moins une intervention sur chaque résolution soit faite au nom du Groupe Méditerranéen;

- prend la décision d'appuyer la résolution méditerranéenne ayant pour but principal d'intégrer la politique méditerranéenne au titre de nouvelle politique dans le cadre de l'élargissement de la FSESP.

- En ce qui concerne l'ISP, le Groupe Méditerranéen appuie et retient le rapport présenté par le vice-président de l'ISP, Maria José Alende, et décide d'approfondir la proposition de projets à soumettre, telle qu'elle a été avancée par le responsa-

ble de l'ISP pour l'Europe, Junger Bauxbam;

- soutient la participation du Groupe Méditerranéen à la mission en Israël et en Palestine organisée par l'ISP;

- appuie la lutte de Ucapse et de Histadrut pour la défense des droits des travailleurs israéliens, pour leur droit d'association et de voir réglée la crise des collectivités locales sans que leur droit de recevoir un salaire soit pour autant compromis. C'est pour cette raison que le Groupe demande au gouvernement israélien de respecter la négociation collective, en reconnaissant l'importance et le caractère positif des relations syndicales;

- prend acte du rapport du représentant de Pasydy (Chypre) sur les derniers développements politiques dans l'île et regrette l'échec de tout effort pour régler définitivement la question chypriote. Le Groupe se dit favorable à une reprise des efforts dans les meilleurs délais pour parvenir à un accord durable se basant sur le plan Annan, qui tienne compte concrètement des soucis de la population de Chypre en matière de sécurité et qui veille à l'application des dispositions prévus par l'accord;

- appuie la proposition de mener une étude comparée, à l'aide également d'un questionnaire, sur les conditions de précarisation de l'emploi et du travail atypique dans la fonction publique des pays méditerranéens;

- décide de soutenir toutes les prises de positions de ceux

qui demandent de garder sous contrôle public les réseaux publics nationaux de transmission électrique;

- se dit favorable à soumettre à la FSESP une résolution appuyant les travailleurs des administrations locales du Chili, ainsi que la Confédération nationale des fonctionnaires municipaux du Chili (ASEMUCH);

- suggère de renforcer le groupe de coordination méditerranéenne par une plus large participation de tous les pays et de tous les syndicats, afin que le groupe de coordination, ainsi renforcé, puisse soumettre une proposition pour un travail plus efficace.

- Il est convenu que la XXVIème réunion du Groupe Méditerranéen aura lieu au Portugal. Lors de sa prochaine réunion, le groupe de coordination en définira la date et le lieu.

Une bonne nouvelle pour tout le syndicalisme européen.



La persévérance, la force et le courage de réaliser un produit aussi direct et complexe qu'une revue "en ligne" de la part de quatre syndicats de quatre pays avec trois langues différentes représente une bonne nouvelle pour tout le syndicalisme européen et donc aussi pour la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP).

Une revue comme Tandem peut revêtir un rôle fondamental, celui de faire connaître à chacun la réalité des autres syndicats, une connaissance véritable, qui va au delà des préjugés et des stéréotypes et qui favorise la formation et la création d'un vrai syndicat européen, construit avec les expériences de tous. Nous avons besoin de tous pour défendre les services publics en Europe. Bon travail.

*Carola Fischbach Pyttel
Secrétaire générale FSESP*

Un grand pas en avant

Je suis orgueilleux de la naissance de Tandem. J'ai été témoin, en effet, de la ténacité et de la persévérance avec lesquelles les camarades de Massa Carrara ont construit, jour après jour, initiative après initiative, une relation de connaissance et d'approfondissement avec les syndicats français, espagnols et suisses. Dans le syndicat, l'activité internationale dépend, malheureusement, encore trop uniquement de la passion de quelques personnes. Il s'agit d'une activité astreignante, du point de vue économique, mais aussi de par de l'ampleur de la tâche. Et pourtant, il offre à ceux qui s'occupent de ces thèmes, une opportunité presque unique de se confronter avec la réalité d'un syndicalisme européen. Tandem représente un grand pas en avant et espérons qu'il serve d'exemple pour de nouvelles expériences. Nous travaillerons dans cette direction.

Enzo Bernardo, responsable international FP CGIL

Pour un Etat social plus fort et un service public de qualité

Le 20 mai 2004, a eu lieu, dans la salle du Conseil de la commune de Massa une rencontre sur le thème "Les services publics en Europe". A la présence des cadres et des délégué(e)s de la CGIL Funzione pubblica de Massa, s'est ajoutée la participation des responsables syndicaux d'Interco 35 CFDT - Ille et Villaine (France), de la Comisiones Obreras - Valencia (Espagne), de la VPOD- Ticino (Suisse) et des responsables syndicaux de la province de Massa Carrara.

Après un débat passionnant, inédit et ambitieux, les délégations syndicales ont souscrit une déclaration commune qui constitue la base formelle d'un réseau entre les structures syndicales présentes, pour favoriser toute les formes de rapports et de collaboration, afin d'apporter une contribution active à la construction d'un grand syndicat européen, dans le respect des rôles et des compétences de chacun.

Ce projet se fonde sur l'existence de valeurs communes, bien que celles-ci aient pu se concrétiser différemment dans l'histoire de nos pays respectifs, mais surtout sur la conviction que des thèmes tels que la globalisation, l'exclusion sociale, la flexibilité, les droits des travailleurs, les conditions matérielles de vie des peuples, la défense de l'Etat social se situent dans un même cadre général.

Au moment où l'Europe est en train de s'édifier avec toujours plus de pouvoirs, nous sommes d'avis qu'il est nécessaire de construire un syndicalisme européen, en mesure de représenter les travailleurs avec efficacité dans les institutions européennes et de participer aux choix des gouvernements, dans l'intérêt de la partie la plus faible de sa population.

La CGIL participera à cette

expérience avec les idées et les valeurs qui caractérise son activité.

En premier lieu avec la participation au grand mouvement de la paix.

Le monde dans lequel nous vivons est toujours plus globalisé. La libéralisation sauvage des marchés se développe à une vitesse supérieure à celle des réformes sociales des autorités nationales et à la capacité des syndicats de développer une nouvelle saison de conquêtes sociales.

En Italie, aujourd'hui, il y a davantage de précarité, on travaille davantage pour des salaires plus bas, les jeunes ont des difficultés à trouver un emploi et ceux-ci sont précaires, mal payés et avec moins de droits.

La fonction publique ne fait pas exception à cette situation. Nous y sommes aussi confrontés de plus en plus souvent à des conditions de travail moins bonnes et aux problèmes liés à la flexibilité et à la précarité.

Comme syndicat de la fonction publique, nous avons essayé de conduire une bataille conjointe pour la défense de l'Etat social, la réforme de la fonction publique, dans le but d'une amélioration des services, de l'amélioration des conditions de travail et de la reconnaissance sociale du travail.

Le transfert d'importantes ressources aux autorités locales, qui gèrent désormais la plupart des services publics, a favorisé l'externalisation et la privatisation des services. Tout cela a minoré le service au citoyen, sa qualité, et attaqué l'emploi.

Voilà la situation. Pouvoir s'occuper de ces problèmes dans un contexte non plus national mais européen est un objectif ambitieux, mais c'est



Extracommunautaires au centre de l'Europe

La Suisse, bien que située au centre de l'Europe, ne fait pas partie de l'Union européenne. Il serait toutefois erroné d'imaginer que la Suisse constitue une île, et moins encore, une île heureuse. L'économie suisse est fortement intégrée dans celle des principaux pays de l'Union. Un grand nombre d'accords bilatéraux entre la Confédération helvétique et l'UE ont rendu ses frontières très perméables. Dès le 1er juin 2004, la libre circulation des personnes est en vigueur. L'UE, dans le cadre de ces accords, demande systématiquement à la Suisse d'adapter ses lois à celles de l'UE. C'est le cas par exemple pour la libéralisation de l'espace aérien, pour la lutte contre la criminalité organisée ou la criminalité économique.

N'ont pas été importés, par contre, les normes européennes sur la protection des travailleurs, souvent plus avancées en Europe. En Suisse, sauf dans le secteur public, est presque totalement inconnue la protection contre le licenciement! On y travaille en moyenne 41,5 heures par semaine, tandis que les congés payés sont seulement de 4 semaines par année jusqu'à 50 ans et de 5 semaines au delà.

La réalité politique suisse ne diverge pas de celle du reste de l'Europe. Dès le début des années 90, les néo-libéraux ont réussi à privatiser les télécommunications, à transformer en sociétés de droit privé les postes et les chemins de fer.

Dès 2002, cette politique a toutefois subi un coup d'arrêt. En votation populaire, à la suite d'une série de référendums abrogatifs lancés par le syndicat, le peuple a refusé la libéralisation du secteur électrique, des baisses d'impôts dont les principaux bénéficiaires étaient les riches, l'élévation de l'âge pour la retraite des femmes de 64 à 65 ans, la réduction des rentes pour les veuves, la réduction des financements publics pour la santé.

Ce sont des victoires importantes. Le futur est toutefois encore sombre.

Graziano Pestoni segretarie generale SSP VPOD Canton Tessin

Maintenir les liens nés

Le Syndicat suisse des services publics (VPOD) - Région Tessin- exprime sa satisfaction pour l'initiative commune d'éditer un journal informatique, né de la rencontre de Massa Carrara. Il permet un échange d'idées, d'expériences, d'informations entre les syndicats de différents pays. L'initiative constitue un signe de continuité à la déclaration commune souscrite par les 4 syndicats présents et assure les contacts et la connaissance réciproque. La VPOD est sûre que cela sera un élément central dans le maintien des liens nés de la rencontre du mois de mai.

Eremete Gauro Presidente SSP VPOD Canton Tessin

Crescenzo Rasile segretarie generale FP CGIL Massa-Carrara



Un syndicalisme fort et capable d'assumer un rôle de leader

Une Europe démocratique et sociale nécessite un syndicalisme fort et capable d'assumer un rôle de leader vis-à-vis de la création d'une nouvelle Europe. Cela signifie un changement important des lignes politiques suivies jusqu'à présent par le Parlement européen de la part de beaucoup de partis politiques. Les sociétés avancées comme les nôtres ne peuvent laisser dans les mains des lois dictées par l'économie de marché, les revendications des populations et des travailleurs. Sinon, en effet, les citoyens perdront confiance dans le modèle démocratique européen et quitteront le scénario démocratique, comme il l'a été démontré au cours des récentes élections européennes.

Dans l'optique des services publics, nous entendons donner une réponse aux revendications sociales, en offrant une vision syndicale confédérée qui puisse répondre aux politiques, qui visera le bien être, et ne soumettra pas les services publics aux intérêts de la politique et à la théorie du profit économique. En outre nous entendons poser des limites aux politiques de privatisations.

Le syndicalisme confédéré doit ouvrir de nouvelles possibilités de participation afin que la totalité des travailleurs du secteur public européen puisse affronter avec espoir, décision et d'une manière participative cette nouvelle période. Ceci constitue les lignes fondamentales de notre programme de travail, comme le démontre le protocole signé par les quatre organisations syndicales à Massa-Carrara. Nous nous engageons à le réaliser.

Pere Gantes i Garcia, secrétaire Générale FSAP CCOO Pais Valencianos.

Une bonne nouvelle

Le chemin de la collaboration ouvert par les syndicats qui publient Tandem constitue une bonne nouvelle pour le syndicalisme européen de la fonction publique. La connaissance des problématiques et des initiatives prises dans les différentes régions d'Italie, de France, d'Espagne et de la Suisse nous permet de connaître dans le détail la manière dont se bâtissent les stratégies qui, dans chacun de ces pays, parient sur le service public et la fonction publique. Nous sommes des syndicats qui parions sur la qualité des services publics fournis par des services nombreux aux citoyens. Bien que partant de réalités nationales différentes, nous avons des objectifs communs, tels que la défense des conditions de travail dans notre champ syndical: la fonction publique.

Le service public est en train de vivre un mauvais moment au niveau mondial et surtout européen et c'est surtout au niveau européen que nous devons nous engager dans la défense de "l'Etat du Bien être" contre la marée néolibérale qui asphyxie le monde. Et c'est surtout parce que le service public vit ce mauvais moment que l'initiative prise par les membres du Tandem revêt une importance aussi grande. Les expériences concrètes au niveau local peuvent en effet nous permettre d'élaborer des initiatives sur une échelle globale pour défendre nos positions syndicales dans le cadre européen ou mondial.

Pour cela je vous souhaite un futur rose.

Manuel Higeras responsable international FSAP CCOO

Un jumelage, un réseau de syndicats européens, un journal... Pour en faire quoi?

Un jumelage entre syndicats par delà les Alpes. Massacarara? C'est où ça? En Toscane, Carare, le marbre, le David de Michel Ange! Mais on a le temps de faire ça? Et ça va coûter combien? Et les adhérents, ils vont apprécier les adhérents qu'on aille se promener en Toscane au lieu de s'occuper de leurs problèmes? On a peut-être autre chose à faire, quand même?

C'est vrai, on a toujours autre chose à faire. Et c'est pour cela qu'on a répondu d'accord à la Fédération INTERCO quand elle nous a sollicité pour construire un jumelage avec la CGIL de la province Massacarara en septembre 2003. Justement pour cette raison: on a toujours autre chose à faire qu'à poser une petite pierre dans la construction de cette belle idée qu'est l'Europe.

Alors les collègues italiens sont venus à notre congrès cet hiver nous parler de leur syndicalisme, de leur histoire, des problèmes de leur pays et de leur manière de les aborder. On s'est rendu compte qu'on n'avait pas tout inventé! Et puis, un matin de printemps, nous avons pris l'avion pour Florence, pour aller leur parler à notre tour de notre conception du service public, de décentralisation, de précarité... Il y avait aussi des collègues espagnols de la CCO et des collègues suisses de la SSPVPOD, qui nous ont apporté leur éclairage sur les mêmes questions ou sur d'autres encore. On s'est aperçu qu'on ne mettait pas les mêmes choses sous les mêmes mots et qu'il serait important d'avancer dans la compréhension de nos pays, de nos organisations territoriales, de nos syndicalismes respectifs. On a pensé qu'un journal écrit à quatre mains européennes pourrait en être l'outil. C'est ainsi qu'autour d'un verre de Chianti est née l'idée de ce "Tandem" à quatre pédaliers.

Il y a la CES, avec sa fédération des services publics. Mais il est utile qu'à coté de cet outil institutionnel indispensable pour peser sur la construction politique et sociale de l'Europe existent des réseaux de syndicats des services publics européens, au ras des routes et près des hommes et des femmes pour qui nous travaillons. Un tandem, quel bel outil pour le construire!

Didier Lahais, secrétaire général adjoint, Interco 35 CFDT

L'Europe que nous voulons

L'Europe que nous voulons, cette Europe des peuples, cette Europe sociale passera nécessairement par l'Europe syndicale.

En cela, l'initiative des syndicats suisses, espagnols, italiens et français est une pierre de plus à l'édification de ce projet. L'idée de ce journal, « Tandem », relatant les actions, les problèmes des différents syndicats au-delà des frontières est novateur et rencontrera, j'en suis sûr, un succès grandissant.

En effet, comme nous le savons tous, nos dirigeants depuis longtemps se concertent à travers leurs réseaux. Il doit en être de même pour les organisations syndicales. De plus, depuis le mois de janvier, un comité de dialogue social européen est ouvert entre les dirigeants des collectivités et les syndicats. Nous devons y peser afin de conclure les meilleurs accords compatibles avec nos différentes réalités et en affirmant mutuellement que le service public est indispensable à la cohésion sociale de l'Europe! Tout ceci nécessite donc une meilleure compréhension de tous, des échanges syndicaux de plus en plus fort.

Avançons !

Philippe Malinge responsable international CFDT Interco